

LES SALAIRES AU CŒUR DE L'INTERÊT NATIONAL

Le triangle : pétrole, enseignement et démocratie

par Sadek Hadjerès

Dans deux précédents articles, j'ai fait des constats peu réjouissants à propos des salaires des travailleurs de l'éducation et de l'enseignement. Ces constats sont les symptômes d'un malaise profond que l'Algérie a ressenti à plusieurs reprises depuis l'Indépendance, des impasses qui ont débouché sur des secousses maléfiques. Le séisme qui mûrit en ce moment risque d'être encore plus chaotique et désastreux s'il n'est pas prévenu à temps, à cause du contexte politique national mais aussi géopolitique international. En tout cas, même si le tableau paraît contrasté, unilatéral ou alarmiste, on peut dire sans populisme que le pays survit dangereusement dans un système à double vitesse. Malgré des réalisations, insuffisantes par rapport à ses besoins et moyens, l'Algérie s'enfoncé gravement dans deux logiques antagonistes, celle des nantis et celle des exclus.

Cela fait penser à des citoyens d'horizons divers que ce devrait être l'heure de grandes convergences.

Mais nombre de pratiques officielles vont en sens inverse. Si leurs décisions convergent plutôt avec les pressions exercées par des intérêts économiques et géostratégiques étrangers, elles approfondissent, consciemment ou non, des divergences et des fractures au sein de la nation et de la société, alors qu'au niveau des intentions ou des déclarations, il n'est question que de concorde et de cohésion nationale.

Il faut justement aller aux racines des sources de conflits et d'instabilité et pas seulement tenter en vain de corriger leurs effets néfastes.

Il est donc urgent que, à contre courant des méthodes de pensée unique, les opinions diverses et constructives s'expriment au grand jour. Souligner les dangers ne veut pas dire prendre en compte un seul aspect des choses, le plus mauvais. Il signifie valoriser les raisons d'espérer en des mobilisations et des solutions crédibles.

Premiers enseignements

Pour éviter ou dépasser les désastreuses situations d'impasse, la voie la plus féconde passe par les débats et les négociations entre partenaires sociaux et politiques, pour des solutions qui reposent sur des critères mutuellement acceptables.

Le principal point de convergence concerne ce sur quoi les parties concernées peuvent et doivent faire des concessions. A mon sens, à l'occasion des conflits sociaux, ce qui doit être sacrifié ou minimisé en premier, c'est l'arbitraire, les ambitions illégitimes de pouvoir ou la poursuite d'intérêts étroits et parasitaires au détriment de l'intérêt général. Ce qui au contraire doit être préservé et consolidé,

ce sont les intérêts objectifs de la société, en premier lieu ceux des salariés ou des entrepreneurs qui activent dans le sens de l'intérêt général. Car sans leur labeur quotidien et leurs efforts, sans un niveau convenable du pouvoir d'achat du plus grand nombre et des plus lésés, aucune production suffisante de biens matériels et de services, aucun marché national et consommation de taille appréciable, en un mot aucune croissance économique équilibrée ni climat de confiance national ne seraient envisageables.

La mobilisation consciente en vue de négocier sur cette base est-elle illusoire, comme le laissent entendre des voix sceptiques ? En tout cas, les travailleurs et syndicats de l'éducation en ont prouvé la possibilité et l'impact. C'est d'autant plus instructif qu'ils se sont unis sur des objectifs communs indépendamment de leurs appartenances à des sensibilités politiques et idéologiques différentes.

Bon exemple de sagesse politique, face aux conceptions selon lesquelles rien ne serait possible tant que tel projet politique ou de société ne se serait pas emparé des rênes du pouvoir. Faudrait-il laisser les citoyens mijoter dans leurs souffrances et problèmes quotidiens en attendant ce grand jour ? Pendant que les formations politiques, si elles restent fascinées et aveuglées par les seuls horizons de pouvoir, risquent de s'en éloigner en s'enlisant dans les intrigues, les démarches aventureuses et coalitions sans principe ? Ces formations serviraient mieux leur propre intérêt et l'intérêt général en s'investissant dans la défense pied à pied des droits sociaux légitimes, non comme un fond de commerce politicien mais pour de réelles solutions. Car en même temps, il n'y a pas de meilleure école et tremplin pour la démocratie que les luttes quotidiennes dans l'esprit de la liberté et de la justice sociale.

Quel préalable pour mobiliser dans la bonne voie ?

Les coordinations intersyndicales ont montré que cela consiste à ne pas faire de discrimination, de ne pas trancher au départ et a priori avec qui agir et s'unir et qui faudrait-il écarter de l'action commune. La priorité est d'être à l'écoute de la base et des différents secteurs confrontés aux problèmes réels, pour déterminer, avant tout, autour de quels objectifs sensibles et communs il est nécessaire et possible de mobiliser. Quand le choix des objectifs communs correspond aux vrais besoins, ressentis largement et sans a priori réducteurs, l'action a plus de chance d'être unitaire, constructive et fructueuse.

S'agissant du secteur de l'éducation nationale, il y aurait alors plus de chances de consolider les éléments du trépied : pétrole, enseignement et démocratie, qui est jusqu'ici un support trop fragile et déséquilibré. Il y aurait plus de chances de faire du pétrole un levier pour son meilleur usage et non pour les pires détournements ou gaspillages. Il y aurait plus de chance de promouvoir un enseignement qui satisfasse à la fois le besoin de modernité et l'ensemble des sensibilités aux valeurs nationales légitimes. Plus de chance enfin de faire de la démocratisation non pas une façade,

un effet d'annonce ou une idéologie, mais un outil de promotion et de participation des citoyens aux affaires du pays, c'est-à-dire leurs propres affaires.

A propos de démocratie, l'enjeu dépasse en réalité le domaine de l'éducation. La façon dont sera géré ce conflit est un indicateur de la voie que prendra l'Algérie : sombrer ou émerger. Il y a la voie qui consiste à prendre en otage un peuple entre deux pôles hégémonistes qui, tour à tour et selon la conjoncture des dernières décennies, passent de l'affrontement tragique aux arrangements sans principe et vice versa, sur le dos d'une société qui, dans les deux cas, en fait les frais. Et il y a la voie démocratique que les deux hégémonismes, chacun à sa manière, font tout pour contrecarrer : l'émergence d'une société civile, d'un champ politique et d'une sphère étatique qui coopèrent autour du critère objectif et non discriminatoire de l'intérêt commun.

C'est pourquoi, au-delà de l'apport des projets de société pertinents ou des programmes préétablis des uns et des autres, il est important de privilégier le terrain, les expériences et les problèmes vécus. Et sur cette base, confronter les propositions même conflictuelles pour en dégager et concrétiser des objectifs communs d'action et des axes de solutions.

Les points que j'avance ici s'efforcent d'adhérer à cet esprit. Ils dépassent le cadre des revendications salariales sectorielles et du règlement des conflits au coup par coup. Ils concernent des mécanismes plus globaux qui déterminent fortement et en amont la solution ou le pourrissement des problèmes de l'éducation.

Les instances étatiques :

- La « Trilatérale » est justifiée en son principe comme possible instrument régulateur au niveau central. Elle a perdu de son crédit auprès des travailleurs et jusqu'à un certain point auprès des opérateurs du secteur privé. Pourquoi ? Annoncée toujours comme le Messie et porteuse en général d'un message déjà ficelé, elle ne fait qu'enregistrer pour les rendre *halâl* des *oukazes* gouvernementaux, avec l'aval usurpé de dirigeants syndicaux désavoués par leur base.

Le problème est d'ailleurs plus vaste. Va-t-on faire de l'Etat algérien un véritable Etat de droit dans tous les domaines ? Il ne suffit pas dans les conférences internationales d'en proclamer la volonté ou faire comme s'il existait déjà. Il s'agit de donner vie et respect à un Droit Social équitable, bénéfique au monde du travail dans les activités nationales et conforme aux engagements internationaux de l'Algérie.

Il est normal que l'Etat joue dans cette tripartite un grand rôle, à un triple titre. Il représente un opérateur économique important, (même s'il a commencé à abdiquer cette responsabilité dans des secteurs décisifs, en ne conservant que le privilège abusif de réprimer). Ensuite, l'Etat a sa place et son rôle comme

législateur. Enfin, théoriquement, il pourrait être un médiateur et arbitre reconnu entre différents intérêts nationaux. Mais il est absurde et dangereux que dans la « Tripartite » le véritable monde du travail, créateur incontournable de richesses et de services, occupe le strapontin d'une officine du pouvoir. Les fanfaronnades médiatiques des faux représentants parachutés font seulement monter la colère contre un système injuste. Celui-ci, avec la caution trompeuse et les courbettes des clones du pouvoir, quel qu'il soit, ne pourra qu'aller droit dans le mur. Il serait dans ces conditions plus productif et plus clair de supprimer officiellement la représentation salariale pour laisser place à un organisme bipartite du patronat public et privé, chargé des relations sur le terrain avec le monde du travail. Les conflits se règlent mieux avec des interlocuteurs valables et quand les données réelles ne sont pas biaisées.

- Le CNES (Conseil National Economique et Social), instance étatique consultative, mérite d'être valorisé et mis à l'abri des pressions, Cet organisme consultatif, a fait la preuve dans le passé de ses compétences, de sa probité et de son esprit de responsabilité. Ses données généralement fiables, ses analyses impartiales en font l'instrument désigné pour éclairer des domaines complexes et sujets à contestation, afin que les instances de décision de l'Etat, ainsi que l'opinion publique et les instances syndicales échappent aux lourdeurs bureaucratiques, aux manigances des groupes de pressions, aux tentations démagogiques, aux approches subjectives. Par exemple : quelle est la part imputable aux salaires dans la hausse ou la baisse de productivité et quelle est la part imputable aux conditions de fonctionnement de l'économie (orientations stratégiques, conjoncture internationale, organisation du travail, intéressement matériel et moral), comment combiner le levier salarial et tous les autres qui interviennent dans le pouvoir d'achat, etc. Loin des calculs d'épicier ou des économies de bouts de chandelles opposées aux revendications des travailleurs, une approche impartiale ferait ressortir l'importance d'une politique sociale considérée comme *investissement global rentable*. Elle permettrait de cerner les déperditions et les défaillances dans la gestion aux plus hauts niveaux. Elle soumettrait également à inventaire critique et public, les recommandations et expertises internationales intéressées, trop souvent entérinées en vase clos et sans examen approfondi et contradictoire par les exécutifs.

- Quant au Parlement (Assemblée et Sénat), peut-on parler d'un rôle sérieux à lui assigner, tant qu'il est prêt à voter tout et son contraire, à la demande de ceux qui l'ont fabriqué ? Victimes de cette méthode, les exécutifs sont à leur tour déresponsabilisés et encouragés à faire n'importe quoi, sachant qu'ils n'auront pas à rendre compte à leurs obligés quant aux conséquences économiques et sociales de leurs décisions. Ces exécutifs sont ainsi privés de l'écho des réalités, par des « élus » rendus insensibles et muets parce qu'ils sont les produits d'une cooptation ou d'un quota. L'absence d'un vrai dialogue avec la base sociale, aggravée par les entraves à la liberté d'expression, fait que même des projets ou des

incitations positives du pouvoir ne trouvent pas le répondant mérité dans la population.

- **La politique extérieure**, gagnerait à la diversification active et réelle des relations dans tous les domaines (économique, militaire, politique et culturel). Surtout dans les relations qui concernent des puissances ou la superpuissance dont la stratégie et les actes visent ouvertement l'asservissement et l'aggravation de situations de dépendance et d'inégalité. La diversification doit être substantielle et non pas une façade trompeuse, des fausses symétries pour masquer l'enfoncement dans la dépendance envers un partenaire pour qui la « coopération » signifie soumission aux besoins du dollar, du Pentagone et de ses réseaux médiatiques. La résistance des instances supérieures du pays aux chantages internationaux multiples n'est effective qu'en appui réel sur le soutien et l'opinion des citoyens, en harmonie avec leurs besoins et aspirations sociales et démocratiques. La capacité de résistance est aussi en forte connexion avec la question de souveraineté, de cohésion civique et idéologique nationale

Les problèmes idéologiques liés à la personnalité nationale

Réels problèmes, d'abord ignorés, ou maltraités, les questions identitaires sont devenues des chevaux de bataille, des prétextes à diversions dans les conflits pour s'accaparer des portions de pouvoir ou d'avoir, au détriment d'un savoir et d'une culture scandaleusement sacrifiées et défigurées

Ces diversions identitaires ont fort heureusement épargné, et c'est bon signe, les mouvements sociaux récents des salariés, comme l'emblématique mouvement des travailleurs de l'éducation. La composante véritablement nationale de ses acteurs a mis en échec ceux qui n'ont rien d'autre à opposer que la corde archi-usée des diversions identitaires aux revendications sociales légitimes et rassembleuses. Encore mieux, la cohésion sur le terrain du social aide les travailleurs à rapprocher leurs analyses sur le contenu et les méthodes de l'enseignement, terrain d'incompréhensions et de divisions savamment attisées. De ce point de vue, les institutions étatiques me paraissent en retard sur les évolutions, avec leurs retournements succédant à des avancées formelles, toujours sous tendues par des calculs tactiques et politiques de court terme. Comment expliquer autrement l'abandon des recommandations qu'une commission nationale diligentée par le pouvoir lui-même avait élaborées au terme de débats mouvementés ?

L'opportunité est pourtant grande, tant pour les enseignants et chercheurs que pour les instances étatiques, ainsi que pour les élèves, les étudiants et les parents d'élèves, de donner ensemble l'impulsion à la guérison et la relance d'un enseignement malade. En plus des moyens accrus et mieux gérés de l'Etat, les enseignants algériens, malgré tous les handicaps, sont capables de réalisations remarquables. A l'instar de ces enseignants d'une wilaya du Sud Oranais (et ils ne

sont pas seuls) qui ont maintenu durant plusieurs années un taux de réussite spectaculaire au baccalauréat. Qu'en serait-il si les stimulants matériels et moraux les encourageaient davantage ? Peut-on continuer à invoquer les séquelles du colonialisme (un demi-siècle après ?), ou une pression démographique lourde à supporter par les moyens de l'Etat ?

Pédagogie et enjeux de pouvoir

J'ai déjà évoqué un argument plus sérieux, les difficultés pédagogiques liées au pluralisme linguistique. Des raisons idéologiques et d'hégémonisme pervers contribuent à obscurcir cette question. J'en reste à l'aspect pédagogique, pour affirmer, comme le confirme l'expérience internationale, que ce pluralisme est enrichissant et stimulant.

J'en veux pour exemple les résultats remarquables qu'avait obtenu en pleine guerre de libération nationale le regretté Mahamed Hadj Sadok, pédagogue exceptionnel et arabisant de valeur. A la direction du lycée « franco-musulman » de Ben Aknoun (futur Amara Rachid) dont il parvint à obtenir l'ouverture (ainsi que plus tard le futur et réputé lycée de filles Hassiba Benbouali), il réalisa un enseignement de haute qualité dans les deux langues. En dépit du surcroît de travail des lycéens, la plupart pauvres et handicapés par les conditions de la guerre d'indépendance mais qu'il savait motiver, le taux de réussite au baccalauréat, notamment en 1958 et dont il m'avait cité les chiffres, a été supérieur à celui du réputé Grand lycée Bugeaud (futur Emir Abdelqader) uniquement francophone. Parmi les élèves que la formation arabisante a promu à de brillantes carrières, figure Ahmed Djebbar, dont la thèse de Doctorat a été consacrée aux travaux des mathématiciens arabes étudiés dans leur texte scientifique original. M. Djebbar vient de diriger l'exposition consacrée à « L'âge d'or des Sciences arabes » à l'Institut du Monde arabe de Paris qui a connu un immense succès. Entreprise combien opportune en ces temps d'attaques racistes contre nos peuples considérés comme imperméables à la science et aux idées de progrès.

Il est temps que les autorités, les enseignants, les associations culturelles valorisent les expériences pédagogiques du temps de la résistance anticoloniale ou d'après l'indépendance. Aux bavardages et véhémences « identitaristes », il faut substituer l'obligation de résultats. Au lieu de vaines nostalgies, attaquons nous à réaliser dictionnaires et encyclopédies en arabe et tamazight, entreprenons le colossal travail de traduction des œuvres du monde entier auquel est obligée toute ambition culturelle et de civilisation qui se respecte.

Nous avons à faire connaître les œuvres et contributions de pédagogues de valeur et hommes de culture arabisants ou berbérissants, pétris d'une vision de l'enseignement et de la culture à la fois plurielle, rationnelle et ancrée dans les racines nationales, comme Abdallah Mazouni, Mostefa Lacheraf, Mouloud Mammeri, Djamel-Eddine Bencheikh et bien d'autres, ou Mohya, mort il y a peu dans l'oubli

malheureusement, comme d'autres créateurs nationaux, alors qu'il a réalisé des œuvres et travaux de niveau mondial.

Les incompréhensions hostiles de milieux bureaucratiques ou sectaires, voire obscurantistes, s'évertuent à opposer entre elles les précieuses ressources linguistiques et culturelles de notre peuple. Pour eux, la prétention unanimiste est devenue l'unité de mesure du « politiquement correct », consistant à dénigrer et rabaisser l'un ou l'autre des piliers de l'édifice national et à les opposer à l'universel, Ils ont oublié que l'avenir ne peut se construire en minant ou faisant table rase de l'une ou l'autre des fondations enracinées dans le passé de la nation. Ils oublient que la résistance anticoloniale était tournée en même temps dans deux directions. D'une part contre la déculturation et la dépersonnalisation voulues par les occupants se réclamant de civilisation française. Et d'autre part, contre les courants obscurantistes se réclamant de l'islam mais qui cherchaient à réduire la lutte anticoloniale à une fermeture sur le monde, à un retour à ce qu'il y avait de moins bon dans les siècles de la décadence. Ils ont cherché à réinterpréter l'oeuvre de Benbadis en occultant ou en déformant toutes les facettes et actions de ce nationaliste tournées avec vigueur vers l'universel et le progrès.

Ils feignent d'oublier la double recommandation de l'appel du 1^{er} novembre 54 (*civilisation arabo-islamique et modernité démocratique et sociale*), une formulation binaire dont ils opposent les deux termes alors que son sens profond était un appel à mettre ces deux termes en synergie. La formule, malgré ses insuffisances (dont l'absence de la dimension amazigh), reflétait la double motivation de notre peuple et de ses élites politiques et culturelles. Elle a fait l'efficacité de la lutte de libération, parce qu'elle correspondait à cette étape de la configuration de notre société et du monde. Il appartenait aux générations politiques d'après l'indépendance, dans l'enseignement et l'éducation civique, d'approfondir et donner vie en actes au contenu positif et créateur des deux volets de cette formulation, à travers toutes les expressions culturelles et linguistiques du vécu national.

Al 'Ouqda, ou comment les choses se sont nouées

Pour mieux comprendre comment ce précieux message a été perverti ou trahi, je dirai simplement comment un inspecteur général d'arabe comme Hadj Sadok, cité plus haut, qui ne sollicitait rien d'autre que poursuivre l'œuvre qu'il avait engagée avec succès, a été éconduit par un haut (très haut) fonctionnaire et bureaucrate du nouvel establishment. D'aucuns ont prétendu après coup justifier cette mesure incohérente en arguant du fait que l'enseignant Hadj Sadok avait aussi exercé ses fonctions pédagogiques et de gestion de l'enseignement dans le cadre du gouvernement général de l'Algérie coloniale. Absurde prétexte vis à vis de ce patriote du fond du cœur et non de parade, ami de longue date de Ferhat Abbas, réformiste honnête, courageux, intransigeant dès qu'il s'agissait de l'enseignement de l'arabe, tel que l'ont connu ses anciens élèves comme Ali Boumendjel, Saad

Dahlab, Abbane Ramdane, et ceux qui, après l'indépendance comme M'hammed Yazid, Benyoussef Benkhedda et moi-même, ne manquaient jamais de le saluer quand ils étaient de passage à Paris.

Ce cadre de valeur que pouvaient nous envier bien des pays arabes, était par ses qualités de pédagogue, d'organisateur et d'attention envers ses élèves et les problèmes de société, un des plus capables, à ma connaissance, de prendre, à bras le corps, la tâche colossale d'un enseignement national (il était aussi ouvert à l'amazighité) digne d'un peuple qui venait de se libérer pour l'accès, entre autres et peut-être en priorité, à un savoir qui comme on le disait alors, lui ouvre les portes à la fois de « *ed'dounia oual akhira* », ce monde d'ici-bas et de l'Au-delà.

Mais si vous voulez connaître le fin fond de l'affaire, n'allez pas chercher trop loin. L'un de ceux qui, chargé de relancer l'enseignement dans l'Algérie indépendante, avait barré la route à ce cadre sans avoir eu même le courage de le rencontrer et le regarder dans les yeux après lui avoir fixé rendez-vous, avait été son « élève ». Peut-être ne souhaitait-il pas qu'un compétent risque de lui faire de l'ombre ? Il aura eu tout de même un mérite, celui d'avoir été un des précurseurs qui ont appliqué à leur façon la formule qui ne tardera pas à devenir aussi célèbre que symbole de dérision: « *L'homme qu'il faut à la place qu'il faut* »

A chacun de tirer sa conclusion. Je ne terminerai pas sur cette triste note, avec le cœur lourd d'entendre revenir à la mode une vieille formule des années 70 : « *dawlat Mickey* ». Un ami a cru l'actualiser et l'algérieniser en me suggérant « *dawlat Djeha* ».

Pas du tout, ai-je protesté. Je lui ai expliqué, sur une note plus optimiste, que je souhaite à tous les acteurs dans l'Etat et la société, tous pourvus d'intelligence et d'imagination, d'avoir la même sagacité, le même enracinement parmi ses semblables et la même sensibilité envers ses concitoyens que Djeha, alias Nasreddine Khodja, avec ses qualités acquises en roulant sa bosse et son discernement pragmatique autour de la Méditerranée, tantôt pauvre petit colporteur, tantôt riche marchand. Le jour où, promu imam, questionné et coincé après la prière sur son savoir théologique, il reconnut modestement et habilement ses limites en demandant « *à ceux qui savent d'expliquer à ceux qui ne savent pas* », il nous délivrait une grande leçon. Il appelait en substance au débat, aux échanges, à l'élaboration et aux jugements collectifs.

Avec Djeha, il y avait toujours une issue aux situations compliquées. Je ne me souviens d'aucune histoire de Djeha qui se soit terminée par une tragédie.

Amin wa choukran, ya Cheikh Djeha, et tous ensemble, comptons sur nous-mêmes pour construire. En Algérie, comme à l'échelle régionale et dans le monde, seul un mouvement social assez profond et responsable, à multiple et large composante idéologique et politique, aura le poids suffisant pour freiner sinon renverser la descente aux enfers.